

NA DOUE NA MESTR !

bulletin anarcho-indépendantiste * 05

Feuille gratuite de DISU! (Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire)

menace raciste sur le tregor : reagissons !

Depuis plusieurs mois, des autocollants des « Jeunesses identitaires », tags et affiches xénophobes pullulent dans le Tregor. En novembre dernier, la boutique d'un petit commerçant (kebab) a été barbouillée de graffitis nauséabonds à Guingamp. À proximité une inscription « zone identitaire » a été relevée. Il s'agit donc d'une campagne de haine orchestrée par un même groupe d'extrême-droite : les « Jeunesses Identitaires ».

qui sont-ils ?

En 2002 était dissous le groupe « Unité Radicale », dont l'un des sympathisants avait tiré à la carabine sur Jacques Chirac, alors président. Deux des dirigeants de ce groupe, Fabrice Robert et Guillaume Luyt, ont par la suite participé à la création du « Bloc identitaire », auquel sont liées les « Jeunesses identitaires ». Certains « identitaires » sont passés par le Front national de Jean-Marie Le Pen et par le MNR de Bruno Mégret.

Mêlant des thématiques anticapitalistes et anticonsuméristes à une mise en avant des cultures locales et de l'écologie, les membres de cette mouvance se retrouvent surtout autour du racisme, particulièrement celui dirigé vers les arabes.

Leur objectif est de s'implanter localement : pour ce faire, ils ont acquis une propriété sur la commune de Guerlesquin qui leur sert de base d'activités. L'acheteur, Philippe Millau, a été porte-parole du MNR pour la Bretagne.

reagissons !

Nous ne pouvons accepter que des inscriptions, affiches et autocollants racistes défigurent les routes et les villes du Tregor, ni que l'attachement légitime à la culture bretonne soit instrumentalisé pour une logique de haine.

La politique de l'État français consistant à lier les thèmes de l'identité et immigration n'est peut-être pas pour rien dans cette affaire : les opinions racistes s'expriment de plus en plus librement.

Certaines affiches malsaines restant longtemps en place, nous avons décidé de réagir par une action d'élimination de leur propagande.

Dans le Trégor comme ailleurs, à bas le racisme !

DISUJ! - CBIL

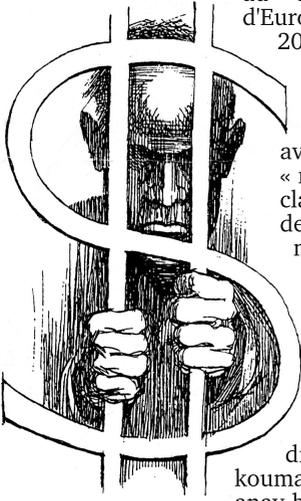
Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire



skoazell evit an dud dibaper !

Le 6 février, la CBIL de Nantes appelait à une manifestation de soutien aux sans papiers, aux côtés de Breizhistance, CNT, CGA, RUSE, No Pasaran, Sud étudiants et Emancipation. La manifestation, qui a rassemblé entre 200 et 300 personnes, s'est déroulée dans la bonne humeur, entre musique, slogans et distractions pyrotechniques, et ce malgré la présence provocante des forces du désordre, suivant de près la manif en tenue anti-émeute. Dans son habituelle paranoïa, la préfecture avait conseillé aux commerçants de fermer boutique le temps du défilé.

À Nantes, le Centre de Retention Administrative, adossé au commissariat central, a brûlé en juillet 2008, suite à la tentative de suicide d'un détenu. Le centre, prévu alors pour 8 places, a accueilli jusqu'à 12 habitants. Le tout nouveau CRA, adossé au commissariat de Waldeck-Rousseau (le plus grand d'Europe...), ouvrira courant 2010 et pourra abriter en principe 20 personnes. Dans ce domaine, le bâtiment ne connaît pas la crise.



D'une façon générale, il est indéniable que l'on connaît un durcissement de l'action de l'État qui, après avoir fermé le centre de la Croix Rouge de Sangatte, puis « nettoyé » la jungle à Calais, continue sa guerre à l'immigré clandestin. Cette chasse s'effectue sur tous les fronts : délit de solidarité (notamment l'hébergement par les réseaux militants) ; délit d'opinion et même d'expression, comme lors du camp No Border de juin 2009 à Calais, qui a connu pendant quelques jours un avant goût prononcé de dictature ; collaboration du grand capital, que ce soit pour dénoncer les sans papiers (la BNP par exemple) ou pour aider à l'expulsion (Accor, Bouyges).

Un dra 'zo anat : tout an traoù-se a servij ar c'hevala hag ideologiezh vroadel stad gall. Ar labourizion dibaper 'zo ur chañs evit ar batroned (paeññ nebeutoc'h, hep koumanant). Pal ar stad 'zo argas evit aplikiñ e soñjoù a-ziàr an anav broadel en ur « zisoñjal » lod ag ar labourizion dibaper rak d'an abegoù ekonomikel... Ret eo deomp gober enep ar politik-mañ, dre sikouriñ an dud dibaper ha dre harziñ an argas.

Evidomp, anarko-dizalc'hourion, ar gudennoù-se 'zo pouezus a-walc'h : goulenn an anav, an harzoù, hag all, 'zo un digarez evit displegiñ hor soñjoù.

Ni papiers, ni frontières, ni centres de rétention !

la chronique du courrou d*veteie

21/11 : Les faucheurs volontaires envahissent un cargo de soja OGM à Lorient.

20/11 : Occupation de la mairie de Brest par le collectif « contre l'injustice sociale », dans le cadre du lancement des marches régionales contre le chômage et la précarité.

05/12 : La manifestation des chômeurs à Rennes, point d'orgue du mouvement lancé quelques semaines auparavant, a été victime d'une charge des forces de l'ordre et d'interpellations.

06/12 : Manifestation devant le commissariat de Rennes après les interpellations de la veille, pour demander la libération des quatre personnes interpellées brutalement à l'issue du rassemblement lancé par les mouvements et associations de chômeurs et précaires.

12/12 : Manifestation d'une cinquantaine de militants, dont des militant-e-s de la CBIL, contre le débat sur l'identité nationale à Guingamp. (voir communiqué)

16/12 : Le collectif des sans-papiers a été expulsé par la police nationale



réquisitionnée par Rennes Métropole suite à un rassemblement dénonçant la carence de logements sur l'agglomération rennaise pour les demandeurs d'asile et sans papiers.

06/01 : Rassemblement contre la présence de SOS-tout petit à l'église St Nicolas, à Nantes, une trentaine de personnes ont bravé le froid et perturbé les prières des réacs anti-avortement.

12/01 : La CNT de Nantes rassemble une vingtaine de personnes devant la préfecture en soutien aux salariés de Continental en procès le lendemain pour avoir un peu bousculé la sous-préfecture de Compiègne.

22/01 : Expulsion du squat La Gueule du Loup, à Nantes, par une centaine de flics. Les habitants s'étant réfugiés sur le toit plus de 6 heures ont pu obtenir d'éviter la garde-à-vue, le prélèvement ADN, etc.

01/02 : Deux militants de la réunification de la Bretagne étaient jugés par le tribunal correctionnel de Nantes suite à une manifestation en avril 2009. Les deux prévenus avaient à répondre de rébellion, après avoir refusé un contrôle d'identité. Le procureur a requis une peine de 750 E d'amende pour chacun. Leurs avocats ont répondu en plaçant la relaxe.

5/02 : Création d'un collectif par des parents d'élèves de l'école de l'Ille à Rennes pour venir en aide à des familles géorgiennes sans-papiers.

06/02 : À l'initiative du collectif Disuj-CBIL, plusieurs ponts de Guingamp ont été repeints pour couvrir des inscriptions xénophobes.

06/02 : La CBIL Nantes ainsi que la CGA, La CNT, No Pasaran, Breizhistance et RUSF réunissent près de 300 personnes en soutien aux sans-papiers et contre les centres de rétention.

18/02 : À Rezé, la police saccage un campement Rom et détruit un terrain au bulldozer. Le lendemain, une cinquantaine de personnes se réunit devant la préfecture de Nantes pour soutenir les habitants expulsés.

COMMUNIQUE

La CBIL (Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire) qui a participé au rassemblement d'hier à Guingamp entend réagir au débat lancé à l'initiative du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, qui a lieu demain à l'UCO de Guingamp.

S'évertuant à faire croire en l'universalité de cette « identité nationale », qui rappellent le est avant tout française, le débat exclut de fait tous les individus qui, comme nous ont une représentation différente de leur identité : qu'elle soit bretonne, basque, guadeloupéenne, kabyle ou autre... On veut nous imposer un sentiment d'appartenance alors que celui-ci relève d'un choix individuel, personnel. Elle ne sert qu'à renforcer ce système d'identification ethno-centré qu'elle a institué et effacer toutes les autres possibilités. Qui plus est, cette « identité nationale », associée à l'immigration dans ce ministère, vient bien plus la réduire, la restreindre que l'ouvrir alors que nous, nous sommes pour une conception bien plus inclusive qu'exclusive.

Nous ne nous trompons pas sur les réelles motivations de ce débat : électoralistes pour capter les voix de l'extrême-droite et renverser les valeurs qui sont les nôtres comme l'égalité des droits, l'entraide, le droit d'asile et nous imposer à la place l'égalité « des chances », l'exclusion, le délit de solidarité. Une fois de plus, nous affirmons que nous n'avons rien à partager avec cette identité des puissants qui veut faire croire que nous sommes dans le même bateau.

Vive la Bretagne Libre et Libertaire !

CBIL le 13 décembre 2009



squats a nantes

La Gueule Du Loup : Récit d'une expulsion...

« PLAN GRAND FROID : LE NOTAIRE NOUS EXPULSE VENDREDI ». C'est ce qu'on pouvait lire sur la banderole de la Gueule Du Loup, quelques jours avant son expulsion le vendredi 22 janvier, au 29 route de Rennes.

Depuis quelques mois, des personnes occupaient cette maison vide dans un quartier où le notaire, voisin direct, possède de nombreux biens immobiliers et a une sacrée réputation de réac'... Déjà, lors des premiers jours d'habitation du lieu, ce dernier avait constitué une milice privée pour tenter de déloger les habitants, sans succès.

Le 22 janvier, à l'issue des 8 jours de délai accordés par le juge, les keufs arrivent pour procéder à l'expulsion ; à partir de 11h, plus de cent flics arriveront devant le squat, avec les pompiers du SDIS pour « sécuriser les lieux ». Mais les occupants étaient réfugiés sur les toits ; très vite, la tension monte, la rue est bloquée, des sympathisants et voisins se rassemblent en soutien sur le trottoir. Afin de défoncer l'entrée, il est fait appel au responsable du chantier attenant à la maison occupée – ancien bois détruit également par le notaire – qui finit par accepter de prêter un tractopelle mais pas de conducteur. C'est finalement le patron d'un autre chantier (également diligenté par le notaire) qui envoie un de ses ouvriers ouvrir une brèche.

Quelques camarades ont été légèrement blessés par les flics (et le chef de chantier collabo...).

Au bout de quelques heures de négociations, la quinzaine de personnes réfugiée sur les toits accepte de redescendre, en contrepartie qu'il n'y ait ni poursuite, ni prise d'ADN. Après quelques minutes au comico et prise d'identité, ils ont été relâchés. Ça s'est bien passé, mais il a fallu chercher un autre toit...

Le Chat Perché

Nouveau lieu ouvert, pour y loger et y réaliser diverses activités, il est sis 24 rue Lemoine. Les occupants ont fait un goûter-rencontre le 7 février. Et depuis le 19/02, des repas végétariens à prix libres ont lieu le vendredi soir... A suivre...

Et aussi :

La Mob (rond-point de Paris), La Ronchonade (rond-point de Rennes), Le Fouloir (Saint-Herblain). À Saint-Nazaire, le Radeau Aux Sorcières passé en procès il y a peu, Notre Dame des Landes en résistance...

D'autres informations bientôt.

DISUJ! (Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire) rassemble actuellement plusieurs groupes en Bretagne : Huch! à Rennes, Treger Disuj dans le Trégor, Kailh Du à Lorient, Strollad Lochu à Brest ainsi que des individus. Cette Coordination est née de la volonté d'associer les luttes libertaires aux luttes d'émancipation culturelles et politiques en Bretagne.

La Coordination entend œuvrer pour une société basée sur la démocratie directe, l'autogestion, la répartition équitable des richesses, le droit des peuples à disposer librement de leurs langues et cultures...

contacts :

Collectif Treger Disuj : treger.disuj@no-log.org

Collectif Huch! : huch@no-log.org

Collectif Kailh Du : kailh_du@no-log.org

Collectif Lochu : strolladlochu@no-log.org

Collectif Nantes : cbil_nauntt@riseup.net

DISUJ! - CBIL (Coordination) : cbil@no-log.org

www.cbil.lautre.net

CBIL BP 70402, 22200 Gwengamp

